

sécurité régionale au niveau ministériel, et l'examen des questions de sécurité traditionnelles est fréquemment laissé à des instituts de recherche liés aux gouvernements.<sup>22</sup>

En tant que groupe, l'ANASE voyait d'un mauvais oeil que Soviétiques, Australiens ou Canadiens se mêlent de la sécurité en Asie-Pacifique (les initiatives mongole et coréenne n'ont pas été envisagées sérieusement). Même si l'Association débattait, à l'évidence, de problèmes de portée régionale, on comprendra qu'elle s'intéressait tout particulièrement à l'Asie du Sud-Est, notamment à l'Indochine, à l'influence grandissante du Japon et à la nécessité de maintenir dans la région une présence militaire américaine stabilisatrice.

Le déclin de la menace soviétique, le règlement prévu du conflit cambodgien et la volonté apparente des États-Unis de réduire leur présence militaire dans la région sont autant d'éléments qui font de plus en plus penser au sein de l'ANASE que celle-ci devrait intervenir davantage sur des questions régionales. Il a été décidé collectivement, à l'initiative de la Malaisie, de l'Indonésie et de la Thaïlande, que pour contrer les propositions «étrangères», l'ANASE devait repenser sérieusement son attitude par rapport à la sécurité régionale. À la demande des gouvernements, les grands instituts de recherche ont donc produit plus de travaux et ce, parallèlement à des énoncés de principe préparés par plusieurs ministères des Affaires étrangères. Cela, ajouté au fait que l'ANASE veut jouer un plus grand rôle régional, a conduit l'Association à inviter les ministres des Affaires étrangères soviétique et chinois à assister, en observateurs, à sa CPM.<sup>23</sup>

Ces mesures ont modifié du tout au tout l'équation diplomatique en l'Asie du Sud-Est. Les ministres des Affaires étrangères de l'ANASE ont annoncé que l'Association acceptait maintenant d'être la tribune où se discuteraient les problèmes de sécurité de la région Asie-Pacifique et qu'elle envisageait de changer la structure de la CPM pour

---

<sup>22</sup> Principalement l'Institut d'études stratégiques et internationales (ISIS) malaysien, le Centre des études stratégiques et internationales (CSIS) indonésien et l'Institut des études sud-est-asiatiques (ISEAS) de Singapour. Ces instituts organisent régulièrement, et avec succès, des symposiums, des tables rondes et des conférences portant sur différents aspects de la sécurité régionale, l'accent y étant mis sur des problèmes de sécurité militaire traditionnels. Ces manifestations fournissent aux gouvernements de la région des «tribunes officielles» où ils peuvent lancer des initiatives en matière de sécurité régionale. En juin 1989, le Premier ministre malaysien, M. Mahatir, qui s'exprimait à la Troisième Table ronde sur l'Asie-Pacifique organisée par l'ISIS, a demandé que l'on prenne de modestes mesures de confiance, qui consisteraient, par exemple, à signaler à l'avance des manoeuvres militaires et à favoriser la transparence. À la Sixième Table ronde sur l'Asie-Pacifique, la Malaisie a proposé de créer un mécanisme consultatif simple qu'utiliseraient les planificateurs chargés des questions de défense régionale pour examiner ensemble les problèmes de sécurité.

<sup>23</sup> Pour ne pas avoir à en discuter avec les partenaires au Dialogue, la Malaysia, pays hôte, a invité l'URSS et la Chine à assister à titre d'observateurs à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN qui se déroulait juste avant la CPM.